



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Biceps - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
TEINTURERIE DE LA JUSTICE pour son établissement
situé à ROUBAIX.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172.1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu les différentes décisions administratives réglementant les activités de la société TEINTURERIE DE LA JUSTICE située 147 rue J.J. Rousseau à ROUBAIX (59056) et l'autorisant à exploiter des installations de teinture, d'apprêts et de combustion à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 imposant à la société TEINTURERIE DE LA JUSTICE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement sur le territoire de la commune de ROUBAIX, 147 rue Jean-Jacques Rousseau ;

Vu l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 susvisé qui dispose : « Les rejets d'eaux résiduelles doivent respecter les conditions suivantes :

- température inférieure à 30°C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5 [...]» ;

Vu le rapport en date du 18 novembre 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 22 octobre 2013 et de l'examen des documents transmis par l'exploitant à l'issue de cette visite, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- le pH des effluents qui étaient rejetés au réseau d'assainissement de Lille Métropole Communauté Urbaine était supérieur à 8,5 (valeur mesurée maximale de 12,43);
- la température des effluents qui étaient rejetés au réseau d'assainissement de Lille Métropole Communauté Urbaine était supérieure à 30°C (valeur maximale mesurée de 58°C);

Considérant que ces constats constituent une non-conformité aux dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TEINTURERIE DE LA JUSTICE de respecter les dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société TEINTURERIE DE LA JUSTICE qui exploite une installation de teinturerie au 147, rue Jean-Jacques Rousseau sur la commune de ROUBAIX (59100) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 en ce qui concerne les paramètres pH et Température dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de ROUBAIX,

- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de ROUBAIX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le

11 3 DEC 2002



Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY